

Programme d'Appui à la formation et à l'insertion professionnelle (Afip)

Au tour de Port-Gentil et Mouila

MSM

Libreville/Gabon

DANS le cadre des deux projets financés par le programme d'Appui à la formation et à l'insertion professionnelle (Afip), JA Gabon et ses partenaires techniques ont lancé les inscriptions dans la ville de Mouila et Port-Gentil, après Libreville en septembre dernier.

Financé par l'Union européenne (UE) à hauteur de 130 millions de francs CFA, le projet ambitionne d'offrir qualification et inser-

tion professionnelle à 1002 jeunes gabonais âgés de 16 à 25 ans, en situation d'échec scolaire, de chômage et de précarité sociale.

Ainsi, le Lycée technique Nyonda Makita (LTNM) et JA Gabon, en partenariat avec Olam et les coopératives agricoles de Mouila, devaient organiser une campagne de sensibilisation dans la ville les 2 et 5 octobre derniers. La journée du 6 octobre était consacrée aux informations et aux inscriptions qui donneront lieu à des formations gratuites sur les techniques et produc-



Photo : Anifa JordanahTsoumba

Rabia Guarrigue, responsable du Programme JA Gabon et ses partenaires à l'heure des inscriptions

tions agricoles.

Les formations débuteront en novembre 2017 et se feront en alternance au LTNM de Mouila pour la partie théorique, et à Olam et dans les coopératives agricoles partenaires pour la partie pratique.

En ce qui concerne la ville de Port-Gentil, JA Gabon et le Centre de spécialisation professionnelle (CSP) proposeront des formations gratuites en maintenance mécanique industrielle, instrumentation et régulation, et en services et commercialisation des produits pétroliers pour devenir pompiste.

Les formations débuteront en novembre 2017, et se feront en alternance entre le CSP de Port-Gentil pour la partie théorique, et les entreprises partenaires pour la partie pratique.

A cet effet, une journée porte ouverte avec inscription est prévue le 20 octobre prochain au CSP de Port-Gentil.

A noter que ces formations de Port-Gentil et de Mouila sont accompagnées d'une autre en entrepreneuriat et en employabilité, avec espace d'incubation mis à disposition pour travailler en équipe sur les différents projets des jeunes.

Sécurité en entreprise

Bientôt une mission de contrôle auprès des compagnies d'assurance



Photo : F.A./L'Union

Remise d'attestation de participation par l'ADG de SCG-Ré, Andrew Gwodock(G).

F.A.

Libreville/Gabon

Au sortir du séminaire sur la prévention des risques d'incendie et d'explosion dans les entreprises, qui s'est tenu du 25 au 29 septembre 2017 à Libreville, plusieurs résolutions ont été déclinées par l'expert du cabinet TDP Conseil, M. Tonangoye.

Il s'agit, entre autres, de la création d'un Comité national de prévention des risques au Gabon et d'un Comité professionnel des tarifications des grands risques, de la souscription obligatoire d'assurances, notamment l'assurance Tous risques chantier (TRC) qui permet de couvrir les dommages pendant toute la durée du chantier, de la Responsabilité civile (RC) décennale couvrant les dommages liés à un vice ou un défaut de construction atteignant la solidité de l'ouvrage ou le rendant impropre à sa destination, et bien d'autres types d'assurances qui permettront l'accès aux marchés de l'Etat.

Mais l'une des résolutions les plus importantes concerne le lancement immédiat d'une mission de contrôle auprès des compagnies d'assurances, afin de vérifier l'effectivité de la rétention de la part légale de 25% des primes d'assurances pour toutes les sociétés opérant dans le secteur pétrolier au Gabon. Cette mission concerne le

ministère du Pétrole, la Direction nationale des assurances, la Société commerciale gabonaise de réassurance et la Fédération gabonaise des sociétés d'assurances.

Ce séminaire, organisé par la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré), en collaboration avec l'entreprise d'assurance ivoirienne Aveni-Ré, a permis aux assurés et assureurs d'obtenir des informations et enseignements, afin de mieux analyser les études de danger, réglementer et contrôler les installations et surtout leur exploitation.

« Les différentes interventions, les débats interactifs et les visites programmés au cours de ces cinq jours, ont notamment mis en évidence la nécessité d'une approche globale. Dans cette optique, il faut, d'une part, continuer de développer fortement la prévention, en s'appuyant sur l'amélioration continue et, d'autre part, s'organiser à faire face aux éventualités d'accidents par la mise en place des bonnes pratiques, afin de limiter les risques d'exposition des personnes et de l'environnement », a indiqué l'administrateur directeur général de la SCG-Ré, Andrew Crépin Gwodock, lors de son discours de clôture.

Au sortir de ce séminaire, il a été également décidé de la tenue prochaine d'un séminaire national sur "l'Energy package policy", pour la garantie des risques des activités de la chaîne pétrolière.



COMMUNIQUE DU MINISTRE DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS

Dans le cadre de l'opération de recensement et de déclassement des véhicules administratifs mis en circulation depuis sept ans et plus, le Ministre d'Etat, Ministre du Budget et des Comptes Publics, informe les agents publics utilisateurs desdits véhicules qu'ils sont invités à les faire expertiser à l'Ecole Nationale de Police (ESCAP) sise à Owendo.

Pour la période du 09 au 13 octobre 2017, le programme est établi ainsi qu'il suit :

Lundi 9 octobre 2017 :

- Ministère de l'Economie.

Mardi 10 octobre 2017 :

- Ministère de l'Enseignement Supérieur ;
- Ministère de la Culture ;
- Ministère du Travail ;
- Ministère des Affaires Sociales ;
- Ministère du Transport ;
- Ministère de l'Enseignement Technique.

Mercredi 11 octobre 2017 :

- Ministère de la Santé.

Jeudi 12 octobre 2017 :

- Ministère du Budget et des Comptes Publics (plaques 100).

Lundi 16 octobre 2017 :

- Ministère du Budget et des Comptes Publics (plaques 151).

Tout véhicule concerné et non expertisé sera réquisitionné par les Forces de Défense et de Sécurité.

Fait à Libreville, le 06 OCT. 2017

P. Le Ministre d'Etat
P.O. Le Secrétaire Général

Yolande NYONDA
Yolande NYONDA
Secrétaire Général